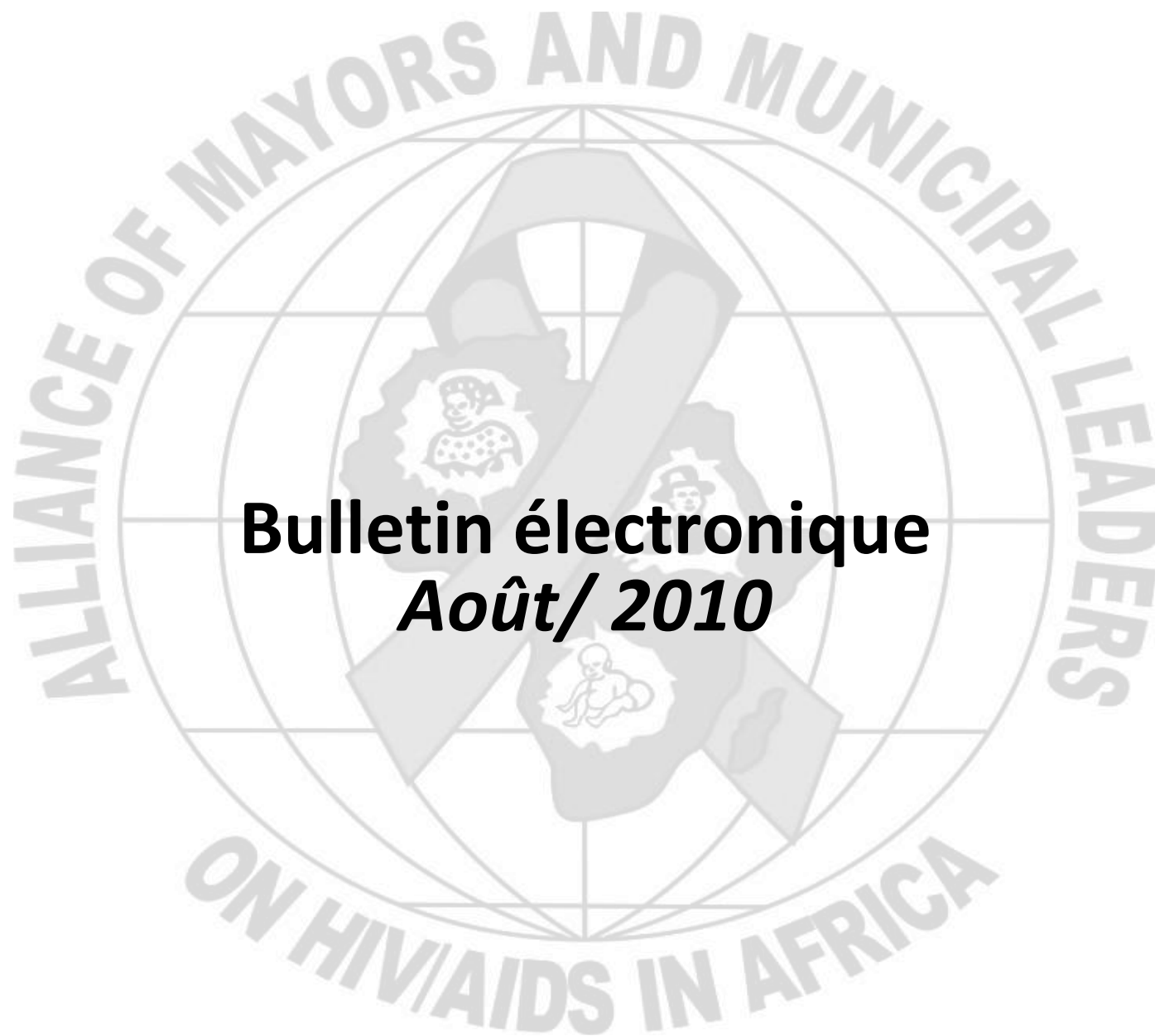




# ALLIANCE OF MAYORS AND MUNICIPAL LEADERS ON HIV/AIDS IN AFRICA



## Bulletin électronique *Août/ 2010*



## Mot de bienvenue de l'Éditeur



Alice Mwanaumo Simushi,

Directrice de la Communication de l'Alliance

### Chers membres de l'Alliance,

Bienvenue à notre Bulletin électronique d'août.

Le mois passé fut chargé; les préparatifs de notre réunion annuelle furent intenses et plein d'activités. La réunion elle-même fut productive comme vous pourrez le voir dans la section des résumés.

Dans cette édition, nous avons aussi des sujets de lecture qui incluent un dialogue sur quelques défis auxquels font face les conseillers municipaux, et un résumé intéressant du Forum international de Santé et des Villes tenu le 10 août 2010 à Shanghai.

Le sujet de notre Forum de Discussion coïncide avec le Congrès de Vienne sur le VIH/SIDA que s'est tenu du 18 au 23 juillet 2010. Ce sujet a recueilli beaucoup d'opinions et de tollés au courant des mois. La grande question est: "Les organes appropriés, écoutent-ils?"

Meilleurs compliments depuis la Namibie

Alice

## Personne du Mois



**Nom:** Dr John Mugisa Bitanihirwe

**Rôle:** Coordinateur National, AMICAALL Ouganda

**Lieu:** Kampala, Ouganda.

### Qu'est-ce qui vous maintient motivé à travailler pour l'Alliance?

L'Alliance est une organisation de coordination qui rassemble les responsables de collectivités locales pour aborder les questions de VIH/SIDA dans le cadre de leurs agendas politiques. Travailler avec les collectivités locales peut être très passionnant. Les collectivités locales et leurs leaders sont plus proches des communautés où les services sont livrés. Ces leaders sont par conséquent mieux placés pour comprendre et apprécier les défis de VIH/SIDA auxquels font face les communautés. Les collectivités locales ont un mécanisme pour s'assurer que les réponses aux VIH/SIDA atteignent la base. L'Alliance offre une tribune de coordination des interventions au niveau des collectivités locales entre les acteurs nationaux et locaux. Ces acteurs mettent en œuvre des activités à des niveaux décentralisés pour assurer une réponse au VIH/SIDA harmonisée dans les collectivités locales. Je suis ravi de faire partie de ce partenariat où je m'entretiens avec un certain nombre de partenaires sur le VIH/SIDA dans mon travail de routine.

Pendant ma carrière avec l'Alliance, j'ai eu l'occasion de développer des partenariats aux niveaux individuel et institutionnel.

Je crois que travailler avec l'Alliance est synonyme d'établissement de partenariats et amitiés durables à tous les niveaux, localement et internationalement.

En tant que spécialiste de la santé publique, je suis très ravi du fait que l'Alliance m'a offert l'opportunité de servir les populations les plus vulnérables et désavantagées. Ces populations n'ont d'habitude pas accès aux interventions de santé publique malgré les ressources accrues pour la santé et le VIH/SIDA au cours des années dernières.

**De votre point de vue, quels sont les principaux défis auxquels doit faire face l'Alliance?**

Bien que l'Alliance se soit élargie au cours des dernières années, elle continue à faire face à un certain nombre de défis. Les collectivités locales qui sont membres du programme AMICAALL continuent à faire face à des problèmes: manque de ressources, capacité technique limitée, capacité de leadership et engagement inadéquates. Actuellement, AMICAALL Ouganda n'a pas de capacités humaines adéquates pour fournir l'appui technique nécessaire au niveau national.

Pour l'instant, l'Alliance est largement tributaire de donateurs. Ceci présente une menace importante à sa pérennité, aboutissant à un financement imprévisible et une prévision et planification piètre pour les programmes et activités de l'Alliance. Bien qu'auparavant, il y ait eu des tentatives de mobilisation de ressources internes à travers les cotisations des membres, ceci n'a pas connu de succès. Il faut, par conséquent, qu'AMICAALL élabore une stratégie de mobilisation de ressources

robuste qui a un mécanisme de mobilisation de ressources internes qui assure la pérennité de l'organisation.

Les autres réseaux, bien qu'ils ne sont pas principalement fondés sur le VIH; mettent en œuvre des programmes de VIH et par conséquent rivalisent pour les mêmes ressources; affectant ainsi les efforts de mobilisation de ressources de l'Alliance.

**Si l'Alliance veut réussir, sur quoi devons-nous nous focaliser?**

Le partage d'information parmi les chapitres nationaux devrait être amélioré pour promouvoir l'apprentissage par les pairs et la reproduction des bonnes pratiques parmi les pays membres.

Plus important, l'Alliance devra élaborer une stratégie de mobilisation de ressources qui a un mécanisme de mobilisation de ressources internes pour assurer la pérennité. Les chapitres nationaux devraient aussi appuyés pour mobiliser les ressources localement et internationalement.

L'appui du Secrétariat de l'Alliance aux chapitres nationaux est hautement recommandé. Le secrétariat devrait continuer à soutenir et procurer des informations appropriées sur les sources probables de financement y compris les Demandes de Propositions (RFP/RFA), et bien d'autres opportunités disponibles de financement dans la région.

**Où pouvons-nous typiquement vous rencontrer si vous n'êtes pas au travail ?**

Les exercices physiques m'occupent un peu. Après le travail, on peut me trouver dans la périphérie de la Ville de Kampala, faisant du jogging ou des

exercices dans un gymnase. J'aime aussi suivre le football ; La finale de la Coupe du Monde en Afrique du Sud semble s'être vite terminée. J'étais collé à ma télévision pendant tout le tournoi. J'aime suivre la ligue Premier et aussi d'autres championnats de ligues européennes.

Mon autre passe-temps est offrir du leadership et de la gouvernance à un certain nombre d'initiatives sur le VIH/SIDA en Ouganda de façon bénévole. Actuellement, je préside un certain nombre de groupes et comités de travail techniques nationaux sur le VIH/SIDA tels que le Conseil National du Réseau Ougandais des Organisations de Services sur le SIDA (UNASO) et l'Union des Hommes Positifs de l'Ouganda (POMU), entre autres. Cette responsabilité de plus s'ajoute à mon travail de routine avec l'Alliance.

### **Le Secrétariat de l'Alliance**

#### Réponse Urbaine au VIH/SIDA – Crucial pour des Villes Saines au 21<sup>e</sup> Siècle

“Je tiens à reconnaître et remercier le gouvernement de la Chine pour avoir supprimé les restrictions de voyage à la veille de l'EXPO. Avec cette décision, la Chine a accueilli les gens venant de partout dans le monde, sans préjudice ou stigmatiser. Pour les 51 pays qui maintiennent encore les restrictions de voyage liées au VIH, ce geste courageux et opportun de la Chine est un acte à suivre,” a déclaré M. Michel Sidibé, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), à l'ouverture du Forum international de la santé et des villes le 10 août 2010 à Shanghai.

Dans son mot d'ouverture, M. Sidibé a aussi déclaré que au cours des 100 jours passés, Shanghai a accueilli quelques 40 millions de visiteurs à l'EXPO 2010, ce qui à son sens fut un méga exploit pour Shanghai.

Expositions mondiale (EXPO) sont des galeries d'inspirations et pensées humaines. Depuis 1851, quand la Grande exposition des industries de toutes les nations s'est tenue à Londres, le caractère de l'exposition a évolué autour de trois ères: l'ère de l'industrialisation, l'ère des échanges culturels et l'ère de marque des nations. L'expo a atteint une prééminence croissante comme des grands événements d'échanges économiques, scientifiques, technologiques et culturels servant de tribune importante d'exhibition d'expériences historiques, d'échange d'idées novatrices, de démonstration d'esprit de corps et de regard fixé vers l'avenir.

La Chine, un pays ayant une longue civilisation et favorisant la paix mondiale, est le premier pays en voie de développement à tenir une Exposition mondiale, devant son offre réussie à l'appui et la confiance de la communauté internationale en sa réforme et son ouverture.

M. Sidibé a fait savoir que plus de la moitié des populations du monde vivent dans les villes qui sont des épicentres d'autant plus qu'elles sont attrayantes pour les gens, par conséquent créant des conditions où le VIH/SIDA peut prospérer. Elles sont aussi dynamiques et abrite des populations considérées au plus risque de contraction du VIH, tels que les hommes qui ont des rapports sexuels avec les hommes, les commerçants du sexe et les personnes qui injectent la drogue.

M. Sidibé a dit qu'il croit que la réponse au VIH par les villes n'est pas suffisamment mobilisée et appuyée, malgré le fait que les villes jouent un rôle important dans la réfrènement de la pandémie du VIH/SIDA.

“Je crois qu'il est temps que les villes prennent le devant en faisant l'histoire du VIH,” a déclaré Sidibé.

Il a souligné plus loin que les gouvernements des villes ont les ressources, le pouvoir administratif et des systèmes bien établis pour livrer des services

sociaux à leurs citoyens – si les villes mobilisent ces ressources. M. Sidibé croit que les gouvernements des villes peuvent être le meilleur nexus pour forger des nouveaux partenariats entre la société civile, le gouvernement local et national pour réussir un accès universel aux services de prévention du VIH. “Aujourd’hui j’encourage les villes de Chine à prendre le devant pour revigorer les réponses au SIDA localisées le plus urgemment parmi les populations le plus au risque des hommes qui ont des rapports sexuels avec les hommes, les travailleurs migratoires, les commerçants du sexe et les usagers de la drogue.”

M. Sidibé a aussi lancé un appel à Shanghai pour consolider l’élan d’Expo 2010 à unir et mobiliser les méga cités du monde à s’engager à des zones sans VIH d’ici à 2015. Il croit que cet acte va transformer la réponse au VIH, aider le monde à réaliser ses Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et toucher les vies des centaines des millions de nos citoyens.

Il a aussi lancé un appel à toutes les vies à devenir des zones sans VIH d’ici à 2015. ‘Ceci serait un grand héritage d’EXPO 2010, donnant une toute nouvelle signification au slogan, “Meilleure Ville, Meilleure Vies.”

### **2000 activistes contraignent les donateurs à tenir leur parole à la 18<sup>ème</sup> conférence internationale sur le SIDA à Vienne**

2000 activistes se sont servis de conférence sur le VIH/SIDA 2010 à Vienne comme tribune pour rappeler aux donateurs leurs promesses apparemment vides par rapport au financement de la lutte contre le VIH/SIDA. Ils sont portés banderoles déclarant qu’il n’y avait “Pas de Retraite pour les Donateurs.”

Le Président de la Fondation Kaiser Family (KFF), Drew Altman, a déclaré dans son discours que les donateurs ne sont pas hésitant pour aider les frères des entreprises mais ils déclarent avoir des porte-

monnaie vides” quand il s’agit du financement de la lutte contre le VIH/SIDA. Il a dit ceci par rapport aux 110 milliards d’Euros qui ont “apparu de nulle part” pour booster l’économie grecque.

Mit Philips a exprimé sa déception vis-à-vis des donateurs dans son rapport intitulé “No Time to Quit”. Elle a mentionné que les donateurs n’étaient qu’à mi-chemin pour vaincre la lutte contre le VIH/SIDA; entretemps ils veulent faire comme si le travail était fait – s’évader de plus de financement qu’ils avaient initialement promis.

Philips estime qu’approximativement neuf millions de personnes en besoin de Traitement Anti Rétroviral (ART) ne reçoivent toujours pas d’attention.

Selon les statistiques de décembre 2008 de l’Organisation Mondiale de la Santé, il y a 33,4 millions de personnes vivant avec le VIH/SIDA, 67 pourcent desquels vivent en Afrique subsaharienne.

Le journal Lancet, dans un article intitulé *Dépistage volontaire universel de VIH avec thérapie antirétrovirale en tant que stratégie d’élimination de la transmission du VIH: un modèle mathématique*, a déclaré que plus ou moins trois millions de personnes à travers le monde ont reçu des ART à la fin de l’an 2007, mais un nombre estimé à 6,7 millions étaient encore dans le besoin de traitement et 2,7 autres millions ont été infectés du VIH/SIDA en 2007.

Une analyse des statistiques ci-dessus indique clairement que le VIH/SIDA devrait continuer à être traité comme une urgence par les donateurs; par conséquent les donateurs devraient continuer à sacrifier les ressources disponibles pour terminer ce qu’ils ont commencé et avec un peu de chance remporter la lutte contre le VIH/SIDA.

Philips a aussi déclaré que le taux de succès de la bataille contre le VIH/SIDA a été trop souligné, aboutissant à une pression publique réduite et une réticence de la part des donateurs.

Les statistiques indiquent aussi clairement que le financement précédent a été insuffisant pour s'occuper des personnes vivant avec le VIH/SIDA à travers le monde, d'où un scénario de davantage de privations de fonds est inhumain, pour le dire ainsi ; presque impensable. Philips déclare : " Il y a un risque réel que plusieurs personnes qui sont engagés sur le programme ART mourront dans les quelques années à venir si des mesures nécessaires ne sont pas prises maintenant."

L'archevêque Desmond Tutu a exprimé une profonde détresse par rapport à la réduction du budget des fonds de lutte contre le VIH/SIDA pour l'Afrique. Son allocution fut suivi d'un discours donné par le Président Barack Obama des Etats Unis d'Amérique, quand il a déclaré qu'il avait ajouté 366 millions de \$ au Plan d'Urgence de Lutte contre le VIH/SIDA du Président des Etats Unis (PEPFAR), ce qui est bien en deçà du milliard de \$ qu'il avait promis d'ajouter quand il était en pleine campagne." Tutu a dit : "La stratégie du PEPFAR du Président Obama devrait réduire de 320.000 le nombre de nouveaux patients recevant le traitement, aboutissant à 1,2 millions de morts évitables au courant des cinq années suivantes. Les médecins devraient lesquels des 22 millions d'africains atteint de VIH/SIDA devraient recevoir le traitement et lesquels ne devraient pas. "

L'évêque Tutu a aussi déclare qu'Obama devrait reconsidérer son engagement à la lutte contre la pandémie du VIH/SIDA et que "sûrement le pays le plus riche de la planète peut trouver les moyens de combattre ce fléau."

La réticence à financer des donateurs est attribuée à la crise économique mondiale. Cependant, Blankinship, du Centre de la philanthropie à l'Université Indiana des Etats-Unis, argue qu'après une recherche sur différentes organisations caritatives des Etats Unis, il fut découvert que les dons de charité étaient protégés contre la récession,' d'autant plus qu'il a été découvert que les dons de charité ont augmenté au courant des quarante dernières années; sauf en 1987 quand il y a eu un changement de loi fiscale mais un krach de bourse de valeurs.

Ceci pousse à se demander si la crise économique mondiale n'est pas simplement en train d'être utilisée comme prétexte pour "arrêter" le financement de la lutte contre le VIH/SIDA. Altman a déclaré que "le Temps nous dira si l'appui reprendra sa croissance rapide une fois le recouvrement mondial se concrétise."

### **LE DILEMME DU CONSEILLER MUNICIPAL**

"Salut. Je suis conseiller municipal dans une collectivité locale africaine et je suis me suis consacré à m'occuper de l'impact du VIH/SIDA dans ma communauté locale. Mon conseil municipal a rejoint AMICAALL et j'ai participé à plusieurs programmes animés par le Coordinateur national d'AMICAALL ; une personne talentueuse de qui j'ai beaucoup appris et qui a inspiré mon engagement.

En tant que responsables élus, nous sommes encouragés à rester au courant des derniers développements des réponses mondiales et régionales au VIH/SIDA. J'ai pris ça au sérieux parce que je crois que je peux mieux servir mon peuple si je suis équipé avec les dernières informations ; après tout, la connaissance est un pouvoir.

J'ai lu quelques littératures récentes du Programme Mixte des Nations Unies sur le VIH/SIDA, et du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria, qui révèle que parmi les populations les plus en risque de contracter le VIH, il y a les minorités sexuelles marginalisées et les commerçants du sexe. Il nous est conseillé de nous focaliser sur nos programmes sur les groupes les plus vulnérables.

En tant que conseiller municipal, je fais face à une gamme de problèmes et défis qui doivent être résolus au quotidien. Mon conseil municipal doit livrer une variété de programmes sociaux, que je soutiens totalement d'ailleurs, et formule et fait appliquer des règlements visant à gérer la cité convenablement.

En fait, nous avons juste récemment mis un frein aux commerçants du sexe dans la ville, qui devenaient intenable à cause du nombre croissant. Le commerce du sexe, qui est illégal dans tous les cas, créait des sérieux problèmes de crime, d'exploitation et ainsi de suite. Ma circonscription électorale a été identifiée comme celle où cette activité est le plus prévalent. Aussi dans notre pays, certaines pratiques sexuelles sont illégales. Maintenant on me conseille que nos interventions de VIH/SIDA devraient viser ces groupes. C'est là mon dilemme que se présente.

Pour compliquer davantage la chose, j'ai juste lu que PEPFAR, Plan d'Urgence de Lutte contre le VIH/SIDA du Président des Etats Unis, a dit que pour être éligible pour leur financement, les organisations doivent avoir des politiques qui s'opposent au commerce du sexe. J'ai aussi vu que les conseils du Centre pour la Santé et l'Equité des Sexes (CHANGE) que les organisations puissent construire la confiance et les relations des pairs parmi les commerçants du sexe ont produit des réductions dramatiques d'infections de VIH parmi

ces populations. CHANGE s'est aussi opposé à la décision de PEPFAR, déclarant qu'il sape les efforts de prévention et vont aboutir à l'aliénation des groupes déjà vulnérables et stigmatisés, la possible manipulation et exploitation. Les questions de discrimination et de violations de droits de l'homme s'y sont mêlés.

### Que faire alors?

J'ai décidé qu'en tant que leader, je dois faire le meilleur pour ma communauté. Je fais face à une réalité ici – je dois prendre d'abord les gens en compte. Je vais m'entretenir avec ces groupes et essayer d'organiser l'appui de quelques pairs et des réponses d'auto assistance, et explorer des programmes visant à fournir des alternatives aux commerçants du sexe. Je vais aussi lancer un appel aux autres acteurs de la société civile pour qu'ils m'appuient, peut-être même examiner le plaidoyer politique pour revisiter la législation basée sur les approches de droits de l'homme. Je vais essayer d'équilibrer les rôles en tant que régulateur sans perdre de vue mes responsables de résoudre les défis auxquels fait face ma communauté.

Ce n'est pas facile d'être un conseiller municipal ces jours-ci. ..."

### Forum de Discussion de l'Alliance

Ce mois nous vous avons demandé:

**Comment la rareté continue de financements pour la lutte contre le VIH/SIDA va-t-elle être une source de conflit parmi les organisations non gouvernementales ?**

"C'est une réalité que mobiliser des ressources pour les réponses au VIH/SIDA devient de plus en plus difficile à cause de la gamme des priorités sur les agendas de développement nationaux,

renforcer les budgets de développement internationaux et le nombre d'organisations travaillant dans le secteur. Avec un peu d'espoir, un 'conflit' peut être un scénario extrême. Cependant, il y a certainement une rivalité pour le pool de financements disponible. Pour survivre et continuer avec leur bon travail, les organisations non gouvernementales (ONG) doivent s'adapter aux réalités de l'environnement financier courant, être créatif et chercher des opportunités de faire le plus de la situation.

Une façon de le faire efficacement est de travailler en partenariat avec d'autres organisations de même opinion. Les ONG, bien que travaillant dans le même secteur, possède souvent des avantages comparatifs qui quand mis ensemble avec les autres peuvent livrer des fortes interventions collectives. Il y a beaucoup de preuves empiriques pour appuyer cette déclaration et les donateurs sont souvent favorables aux efforts collectifs.

Cependant, il est important que de tels partenariats soient bien planifiés et stratégiques, faisant en sorte que les bénéfices mutuels et rencontrer les attentes des résultats. Les associations nationales des ONG et les organisations de lutte contre le SIDA, les conseils nationaux de SIDA et les mécanismes pays de coordination du Fonds mondial peuvent être des facilitateurs de valeur dans la mise en place des partenariats stratégiques parmi les ONG.

Il y a des risques de parcours associés aux partenariats entre ONG. Les craintes de perte d'autonomie, d'affaiblissement du profil organisationnel, de dilution des buts et objectifs, des dynamiques organisationnelles et des relations de travail interpersonnelles, entre autres, peut avoir un impact sur les partenariats réussis. Cependant, toute menace de ce genre peut être gérée si les partenaires adoptent une approche

pragmatique, mettent de côté les égos et s'engagent à travailler ensemble pour le bien commun.

**-Terry Parker, Conseiller régional du Commonwealth à l'Alliance-**

---

"Avec le financement pour les ONG de lutte contre le VIH/SIDA en déclin mondialement, il est inévitable que la rivalité parmi les organisations croissent, mais la communauté des ONG doit travailler ensemble, plus que jamais, afin de survivre.

Il est impératif de se souvenir que bien que le climat économique mondial ait changé dramatiquement, le monde fasse encore face à l'un des plus grands défis de son développement ; le virus du VIH/SIDA. Juste parce que les économies s'étaient rétractées en cette période là, cela ne signifie pas que les individus et les communautés gravement affectés par le VIH/SIDA peuvent ignorer les défis auxquels ils continuent à faire face ou arrêter les réponses. Les ONG et les gouvernements ne doivent pas travailler en conflit ou en rivalisant. Ils sont là pour servir les personnes les plus vulnérables du monde, donc ce n'est pas une question de 'survie du plus fort' mais plutôt de travailler ensemble et mettre en pool les ressources. Ces mesures vont faire en sorte que ces organisations là jouent un rôle vital dans l'amélioration du bien-être des personnes vivant avec le VIH/SIDA. Ne pas préjudicier ceux qui ont besoin de soutien.

Inévitablement, les organisations qui atteignent le plus grand nombre et mènent une évaluation des plus efficaces et démontrent des interventions efficaces vont survivre. C'est quelque chose qui peut être réussi à travers des partenariats efficaces et l'implication des parties prenantes à tous les

niveaux. Peut-être que la plus grande rivalité pour le financement va forcer les ONG dans des meilleurs partenariats et des façons de travailler plus efficace, pas des conflits.”

**-Katy Bodkin, Ancienne Directrice de la Mobilisation de Ressources de l'Alliance-**

## Résumés

Les réunions statutaires de l'Alliance se sont tenues à Pretoria, en Afrique du Sud, du 7 au 10 août 2010. Ces réunions se sont tenues comme suit :

### La réunion des Coordinateurs nationaux (du 4 au 5 août 2010)

- Tous les coordinateurs nationaux d'AMICAALL – maintenant appelés Directeurs de Programme Pays – se sont réunis pendant deux jours pour partager des expériences et apprendre.
- Il y a un besoin de communication améliorée entre le Secrétariat de l'Alliance et les chapitres nationaux. C'était l'une des questions clés abordées.
- Les coordinateurs nationaux ont élu entre eux deux représentants au Comité technique permanent. Les nouveaux représentants sont Mme Rachel Basirika (Namibie) et M. Narcisse Chimi (Cameroun).

### La réunion des bailleurs de fonds (6 août 2010)

- Un forum de bailleurs de fonds/partenaires au développement réussi s'est tenu avec le but de s'entretenir avec les bailleurs de fonds sur les domaines d'intérêt de leurs financements et les sensibiliser sur le travail de l'Alliance.

### La réunion du Comité technique permanent (7 août 2010)

- Le plan de travail et le budget du Secrétariat ont été abordés et approuvés

### La réunion du Comité de Coordination (9 août 2010)

- L'excellent travail de la Directrice exécutive, Mme Ayanda Nabe, fut reconnu avec appréciation et le contrat de Madame Nabe a été prolongé pour trois ans de plus.
- Une décision a été prise selon laquelle toutes les cotisations de membres de l'Alliance, actuelles comme les arriérés, doivent être réglées au plus tard en décembre 2010.
- L'élargissement de l'adhésion à l'Alliance devrait être une priorité de plus haut niveau l'année prochaine ainsi que la consolidation des membres existant. Une nouvelle approche à l'adhésion sera explorée.
- De nouveaux partenariats stratégiques doivent être formés et des ressources mobilisées pour la pérennité de l'Alliance.
- Les questions portant sur la relation entre l'Alliance et CGLUA ont été abordées et il a été convenu que la question de VIH/SIDA transcende toute politique et que l'Alliance retienne son indépendance.
- Des politiques de ressources humaines et des procédures furent adoptées.

### La réunion de l'Assemblée générale (10 août 2010)

#### Nouveaux responsables de l'Alliance

- A l'Assemblée générale, M. Peter Muwanga, Président du Chapitre Ouganda d'AMICAALL, a été élu Président de l'Alliance pour les trois prochaines années. M. Muwanga sera assisté par la Première

Vice Présidente, Madame Aïcha Sanou du Burkina Faso et le Deuxième Vice Président M. Themba Dlamini du Swaziland.

***Les membres du Conseil exécutif élus sont:***

M. Atoine Assou Amie (Cameroun)  
M. Gilbert Ayebi Manouan (Côte d'Ivoire)  
M. Ismael Pijoo Nganate (Namibie)  
M. Abdel Kader Sidibé (Mali)  
M. Richard Yumbe (Zambie)

***Les membres du Conseil exécutif cooptés/ nommés sont :***

M. Boniface Ochieng Awuor (Kenya)  
M. Salim Kisauji (Tanzanie)  
M. Matheus Shikongo (Namibie)

La réunion a reconnu le service consacré rendu à l'Alliance par le précédent Coordinateur, M. Gilbert Manouan et son équipe.

L'Alliance a exprimé sa sincère appréciation à M. Fisho Mwale, co-fondateur de l'Alliance, membre d'honneur, membre coopté du précédent Comité de Coordination et Président du Comité technique permanent depuis sa création, qui n'a pas cherché à être reconduit au prochain mandat.

**Amendements à la Constitution de l'Alliance**

Aussi à l'Assemblée générale, plusieurs amendements ont été faits à la Constitution de l'Alliance. C'était la première fois que la Constitution soit évaluée depuis 2002. Les principaux amendements étaient :

- Changements de titres:
  - Le Coordinateur devient maintenant le Président
  - Le Secrétaire exécutif est maintenant le Directeur exécutif
  - Le Comité de Coordination est maintenant le Conseil exécutif

- La clarification du fait qu'un maire ou responsable municipal qui dirige un chapitre d'AMICAALL est l'autorité politique de la collectivité locale.
- La clarification du fait que là où un chapitre d'AMICAALL existe, ce chapitre sera reconnu comme membre de l'Alliance.
- La réduction du nombre des membres cooptés au Conseil exécutif de quatre à deux et pourvu que les membres cooptés ne soit pas éligibles comme Président ou Vices.
- Suppression des références à la tenue des Assemblées générales à Africités.
- L'ajout des provisions pour clarifier les pouvoirs et responsabilités du Conseil exécutif.
- Les remplacements et les vacances temporaires à pourvoir au Conseil exécutif doivent provenir du pays d'origine du membre.
- Le nombre de membres du Comité technique permanent a été réduit de huit à au moins cinq.
- Des provisions se rapportant à la rémunération du personnel et au budget de l'Alliance

***D'autres informations sur les réunions précédentes vont apparaître sous peu dans une édition spéciale de la lettre d'information, septembre 2010.***

**Terminer sur une note légère ... de quoi réfléchir**

"Tout individu a une place à occuper dans le monde, et est important dans un certain domaine, qu'il le choisisse ou pas." -

**-Nathaniel Hawthorne-**



**L'ALLIANCE DES MAIRES ET DES RESPONSABLES  
MUNICIPAUX SUR LE VIH/SIDA EN AFRIQUE  
(L'ALLIANCE)**

**P. O. Box 60401  
Katutura, Windhoek  
Namibia**

**Téléphone: + 264 61 226 377 or + 264 61 224 730**

**Télécopie: + 264 61 227 890**

**[www.amicaall.org](http://www.amicaall.org)**

**Ayanda Nabe**  
Directrice exécutive  
exec.secretary@amicaall.org.na

**Alice Mwanumo Simushi**  
Directrice de la Communication  
communications@amicaall.org.na

**Claudia moono**  
Assistante à la Communication  
comms.assistant@amicaall.org.na